



# Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir Ile de France

22 place de la République - 93140 BONDY

mél : [contact@ufcquechoisir-iledefrance.org](mailto:contact@ufcquechoisir-iledefrance.org)

[www.ufcquechoisir-iledefrance.org](http://www.ufcquechoisir-iledefrance.org)

COMMUNIQUE DE PRESSE (7 mars 2010)

## ***Elections Régionales : analyses des réponses aux questions de l'UFC Que Choisir Ile de France parvenues au 6 mars (minuit) :***

L'Union Régionale UFC-Que Choisir Ile de France a adressé 5 questions aux têtes de liste aux prochaines élections régionales sur 4 sujets, via leurs sites web, ou leur adresse courriel de campagne lorsqu'elles ont cherché à nous contacter.

Samedi 6 mars 5 listes avaient répondu (A. Dolium, JM Governatori, C. Duflot, V. Péresse et N. Dupont-Aignan) et une 6<sup>ème</sup> liste avait annoncé sa réponse pour la dernière semaine de février (JP Huchon), mais celle-ci ne nous est toujours pas parvenue.

Ces réponses sont consultables en lignes sur le site de l'UFC Que Choisir Ile de France, [www.ufcquechoisir-iledefrance.org](http://www.ufcquechoisir-iledefrance.org), ainsi que celles qui viendraient encore dans les prochaines **48 heures**.

Voici notre analyse à partir des 5 réponses reçues :

La question 1 : AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (l'équilibre EST-ouest dans la région) avait pour objet de juger de la cohérence du programme des listes, entre leur vision du développement de l'agglomération centrale et leurs options tarifaires dans les transports en commun. Chacun pourra en juger en consultant les réponses complètes.

V. Péresse milite pour le Grand Paris, A Dolium et C Duflot préconisent le rapprochement des emplois et des logements, cette dernière propose même une bourse d'échange des logements. JP Governatori prêche pour le « bien être durable » et N Dupont-Aignan a cette surprenante proposition de peupler les départements limitrophes de la région pour désengorger la grande couronne.

Les questions « TRANSPORTS EN COMMUN » : avaient pour objet de reprendre les inquiétudes de l'UFC Que Choisir Ile de France en ce qui concerne des hausses tarifaires qui pourraient intervenir après les élections, les bons ou mauvais usages du passe Navigo et la suppression de la double facturation d'une partie du trajet lorsqu'un abonné sort de ses zones de carte orange.

Sur le difficile sujet du financement du nécessaire développement des transports en commun qui d'après certains « experts » pourrait conduire à de sévères hausses des tarifs pour les usagers, avec en contrepartie des améliorations de la qualité du service dans un avenir plus ou moins lointain, les candidats pratiquent souvent l'esquive et ne répondent pas vraiment à la question posée.

A. Dolium n'est pas favorable à la gratuité mais veut développer les tarifications sociales, (aucun candidat n'est ouvertement contre la tarification sociale), V. Péresse ne souhaite pas augmenter les impôts et ne préconise pas la baisse des tarifs, mais affirme que les usagers veulent « en avoir pour leur argent ». C. Duflot se positionne pour la solution la plus indolore à court terme : l'emprunt ; secondairement elle propose de taxer les camions et de dé plafonner le versement transport payé par les entreprises.

JP Governatori propose de réduire les « dépenses somptuaires » et de confier à des associations sans but lucratif des lignes de bus. N. Dupont-Aignan renvoie à son site internet et affirme sa proximité avec les propositions d'une association d'usagers (FUT).

Le silence 2010 de JP Huchon qui en 2004 promettait de ne pas faire d'augmentation au-delà de l'inflation, ne peut que nourrir notre inquiétude ! Cette promesse de 2004 engageait aussi des formations qui sont aujourd'hui sur une autre liste et qui eux non plus n'ont pas - encore - répondu à savoir le front de gauche. Sont-ils toujours sur la même longueur d'onde ???

En ce qui concerne le financement des transports le mot « péage urbain » figurait dans notre question. Cette question est théorique car il faudrait faire sauter un verrou législatif pour qu'en France une région ou une ville ait le pouvoir de mettre un péage urbain. Mais cette question viendra tôt ou tard sur la table. Les candidats sont assez prudents car lorsqu'ils se prononcent c'est contre la forme médiévale du péage urbain qui consisterait à faire payer pour entrer dans Paris. (V. Péresse, C. Duflot). Mais avec les nouvelles technologies d'autres formes de péage urbain sont possibles ...

Justement la question de l'usage des nouvelles technologies se pose avec le passe Navigo : C. Duflot rappelle que les élus verts sont à l'origine du passe Navigo « découverte » qui permet de circuler de manière anonyme, et V Péresse indique que le passe Navigo n'est « évidemment pas fait pour tracer les usagers » et préconise le « pass Navigo intelligent » pour « faciliter » les trajets quotidiens des usagers qui n'auront plus besoin d'acheter de tickets, mais qui devront le recharger comme un porte monnaie électronique ou un téléphone portable à carte prépayée (qui est la formule où la minute est la plus chère).

A noter la très intéressante proposition de détournement du passe Navigo de A Dolium qui propose d'en faire une sorte de tirelire électronique alimentée de quelques centimes à chaque retard d'un train ou d'un RER (et en cas de grève ??).

A noter que les candidats ont beaucoup de propositions autour du zonage de la carte orange (largement développées par ailleurs) et assez peu pour la tarification au ticket T ou B+U qui représente 40 % des recettes voyageurs et où il y a le plus de situations injustes ou de pièges tarifaires, par exemple la tarification vers les aéroports.

Dans ces situations injustes il y a la double facturation en cas de prolongement parcours en dehors des zones de carte orange. Aucun des candidats ne préconise le maintien de cette anomalie indéfendable et l'UFC Que Choisir Ile de France s'en félicite. Même si là encore le silence de JP Huchon est inquiétant.

Sur la question de l'AGRICULTURE et l'ALIMENTATION : missions du CERVIA (organisme financé par la région), il n'y a pas trop de clivages apparents entre les listes, le développement d'une agriculture de proximité est souvent souhaitée (mais qu'en pensent les agriculteurs ?) avec plus ou moins d'agriculture biologique selon la sensibilité de la liste. L'UFC Que Choisir Ile de France qui se préoccupe du développement de l'obésité infantile – problème de santé publique – se félicite du consensus pour une action plus importante en faveur de l'éducation alimentaire.

Sur la question de la FORMATION CONTINUE en faveur des bénévoles des associations qui comme l'UFC Que Choisir défendent les droits des franciliens au quotidien, la principale proposition concrète consiste à ouvrir les lycées en dehors des jours et heures scolaires (A. Dolium, V. Péresse).

C. Duflot rappelle le rôle du FRDVA (Fond Régional de Développement de la Vie Associative) pour répondre à ce besoin.

N. Dupont-Aignan promet de creuser cette question et JP Governatori revient sur concept de « bien être durable ».

LES QUESTIONS :

### **AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :**

*Que pensez-vous faire pour l'équilibre EST-OUEST (équipements, emplois, logements, transports ...) dans notre région ?*

### **TRANSPORTS**

*Pour développer les transports en commun, comptez-vous augmenter la pression tarifaire sur les usagers franciliens ou bien comptez-vous rechercher des financements "externes" (fiscalité écologique, péage urbain ... )*

*Les nouvelles technologies (Navigo) doivent-elles être utilisées pour mieux tracer les usagers et les faire payer plus, ou bien pour mettre en place une tarification plus juste ? Par exemple en mettant en œuvre les prolongements de parcours, pour mettre fin à la double tarification des usagers lorsqu'ils sortent de leurs zones de carte orange.*

### **AGRICULTURE ALIMENTATION :**

*Le conseil régional finance un organisme : le CERVIA (centre régional de valorisation et d'innovation agricole et alimentaire). Comment voyez-vous les missions de cet organisme ? Doit-il y avoir une place plus grande pour les consommateurs et l'éducation alimentaire ?*

### **FORMATION CONTINUE**

*La formation est une compétence du conseil régional. Quels dispositifs comptez-vous mettre en place pour développer un droit réel à la formation et des actions de formation pour les bénévoles associatifs, notamment pour les associations régionales ?*